Le pouvoir aux travailleurs

06 Mars 2019

N° 252

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

LES REVENDICATIONS DES ENSEIGNANTS SONT LÉGITIMES, LEUR COMBAT EST AUSSI CELUI DE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL

ATTENTION, ON EXPLOITE ! Page 5

IL FAUT EXIGER UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS Page 8

SÉNÉGAL : MACKY SALL EST RÉÉLU POUR CINQ ANS MAIS LE SORT DES EXPLOITÉS NE DÉPEND PAS DU RÉSULTAT DES URNES Page 10

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- LES REVENDICATIONS DES ENSEIGNANTS SONT LÉGITIMES, LEUR COMBAT EST AUSSI CELUI DE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL!.....	3
- IL PREND LES GRÉVISTES POUR DES GOGOS ? ……..	4
- IL Y AURA DE LA PLACE POUR TOUS LES COMÉDIENS !…….....	4
- IL A FRANCHI LE MUR DE … « L'INACCEPTABLE » !……	4
- ATTENTION, ON EXPLOITE !…...…….....	5
- IL FAUT PLUS QUE DES MARCHES PACIFIQUES POUR ASSAINIR LE MILIEU DU TRANSPORT …….....	5 - 6
- AUGMENTATION DES TARIFS DES TRANSFERTS D'ARGENT PAR MOBILE MONEY : LE NOUVEAU RACKET DU GOUVERNEMENT EN COMPLICITÉ AVEC LES MAISONS DE TÉLÉPHONIE MOBILE !..……..	6
- COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE : DE REPORT EN REPORT …	7
- UNE JUSTICE DE CLASSE …….....	7 - 8
- IL FAUT EXIGER UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS…….	8
- PORT-BOUET : LA POPULATION SE RÉVOLTE CONTRE LA VIOLENCE	8
- DES MENSONGES SUR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE …….	9
- SÉNÉGAL : MACKY SALL EST RÉÉLU POUR CINQ ANS MAIS LE SORT DES EXPLOITÉS NE DÉPEND PAS DU RÉSULTAT DES URNES …….	10
- ALGÉRIE : LA CANDIDATURE QUI A FAIT DÉBORDER LE VASE …….	10 - 11

E d i t o r i a l

LES REVENDICATIONS DES ENSEIGNANTS SONT LÉGITIMES, LEUR COMBAT EST AUSSI CELUI DE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL

Les enseignants du primaire et du secondaire des écoles publiques sont en grève depuis bientôt un mois et demi. Ils revendiquent l'embauche des stagiaires, l'augmentation des indemnités de logement et de surveillance ainsi que diverses améliorations de leurs conditions de travail.

Malgré les arrestations et autres menaces de sanction proférées contre les grévistes, ceux-ci tiennent bon et ils ont raison d'affirmer haut et fort la légitimité de leurs revendications. Si le gouvernement peut payer 125 miles francs par mois de prime de logement à des corps habillés, pourquoi les enseignants doivent-ils, par exemple, se contenter de 30 milles francs ? Pourquoi doivent-ils travailler dans des conditions exécrables alors qu'ils ont comme mission de s'occuper de l'éducation de nos enfants? Faut-il rappeler que dans la majorité des écoles publiques, même les simples WC ne fonctionnent pas, quand il en existe ? Comment enseigner correctement les élèves quand le minimum de matériel didactique fait défaut ?

Le gouvernement n'ignore pas les cris de détresse des enseignants mais il ne veut rien lâcher sous prétexte que depuis 2011 il a déjà consenti plus de 300 milliards de francs « pour des mesures sociales ». Du coup, il cherche des appuis du côté des dirigeants de certaines centrales syndicales pour canaliser la grève vers une voie de garage.

A la dernière Assemblée Générale tenue le 2 mars, les syndicats des enseignants ont proposé la mise en vote d'une suspension de la grève pour un mois en contrepartie d'un simple « chronogramme de discussions » venant de la primature, sans le moindre engagement concret. Autrement dit, un simple papier !

Une telle attitude des dirigeants syndicaux (qui consiste à se mettre à plat ventre devant l'Etat-patron tout en prétendant représenter l'aspiration des grévistes) ne permet pas aux enseignants de peser sur les futures négociations. Il y a quelques mois, lors de la grande grève du personnel hospitalier de 2018 on a déjà assisté au même scénario et les travailleurs n'ont pas eu gain de cause sur la table des négociations car les principaux syndicats regroupés au sein de la « Cordi-Santé » avaient appelé à la reprise du travail avant d'avoir obtenu satisfaction sur les principales revendications. De nombreux grévistes voulaient pourtant poursuivre la lutte mais les dirigeants syndicaux ont préféré mettre en avant leurs intérêts de boutique plutôt que celui des grévistes.

Les expériences du passé doivent nous permettre d'éclairer le présent afin de ne pas retomber dans les mêmes pièges. Ce qui est vrai pour le personnel hospitalier l'est aussi pour celui de l'éducation nationale et de manière générale pour l'ensemble du monde du travail. Ceux-ci n'ont pas d'autres choix que celui du rapport de force pour avoir une chance d'être entendus et obtenir des augmentations de salaire et des améliorations dans leurs conditions d'existence. Et dans ce domaine, l'Etat-patron et les capitalistes se comportent de la même manière, avec la même arrogance et le même mépris vis-à-vis du monde du travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ÉCHOS DE LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS

IL PREND LES GRÉVISTES POUR DES GOGOS ?

Le Chef de cabinet du Premier ministre a expliqué doctement aux syndicats des grévistes qui ont bien voulu l'écouter, que le ministère de l'Enseignement avait suspendu les échanges avec eux parce qu'ils n'avaient pas suspendu leur mot d'ordre de grève, alors qu'en « *règle syndicale*, leur a-t-il expliqué, *dès que les discussions commencent le mot d'ordre de grève doit être suspendu jusqu'à la fin des négociations* ».

Il aurait dû ajouter que le mieux pour gagner c'est de ne même pas faire grève et de s'assoir directement à la table de négociations et surtout cirer les bottes du ministre !

IL Y AURA DE LA PLACE POUR TOUS LES COMÉDIENS !

La Primature s'apprête à inviter les syndicats, y compris ceux qui n'ont pas appelé à la grève, à participer à la grande comédie de la négociation. Pourtant, le gouvernement a annoncé par avance qu'il ne va rien débourser pour satisfaire les revendications des grévistes.

Peut-être que le gouvernement compte-t-il sur certains dirigeants syndicaux acquis à sa cause pour venir jouer la musique au son qui plaise à ses oreilles !

Espérons pour lui qu'ils ne jouent pas faux !

IL A FRANCHI LE MUR DE … « L'INACCEPTABLE » !

Sidi Touré, le porte-parole du gouvernement, a fait l'indigné en disant : « On (les enseignants en grève) demande que nos enfants aillent à l'école pour 4 jours à l'effet de pouvoir donner des cours payant à nos enfants. Et cet argent sortira de nos poches. C'est inacceptable » !

Est-il certain que les enfants des ministres, les siens, ceux des députés et des riches comme eux, fréquentent vraiment les écoles publiques où il n'y a même pas de WC ?

Ce qui est « inacceptable » pour lui c'est peut-être que l'argent n'aille pas dans ses propres poches !

L E U R S O C I E T E

ATTENTION, ON EXPLOITE !

Le gouvernement et les riches ne manquent décidément pas d'idée pour faire croire qu'ils se préoccupent de « *l'avenir des jeunes* ».

Ainsi, par exemple, « *l'Agence française de développement* » (Afd), en collaboration avec le gouvernement, a renouvelé le financement du programme « *Thimo* » (Travaux à haute intensité de Main-d'œuvre) concernant l'emploi de 1500 jeunes.

Pour être plus terre à terre, il s'agit tout simplement de balayage de rues ! Cette opération a commencé dans les communes de Yopougon, d'Abobo et d'Anyama. Le « *candidat* » doit s'engager pour 6 mois. Il est payé à 1 750 Fr par jour travaillé. Ce qui fait un salaire presque deux fois en dessous du Smig. De surcroît, la prime de transport n'est pas payée. Les riches estiment peut-être qu'un balayeur a des pieds pour se rendre au travail et n'a donc pas besoin d'être payé en frais de transport !

Pour décrocher son poste, le candidat doit encore passer par un « *tirage au sort* ». Au bout de six mois de travail, il bénéficie alors d'une « *aide* » de 120.000 Fr, pour soi-disant financer un « *projet* », avant d'être flanqué à la porte !

Ce qui revient finalement à lui payer un salaire dérisoire de 60.000 Fr par mois, pour un travail dangereux à cause de la pollution et du risque d'accident de circulation. De plus, ce balayeur se fait même arnaquer de 25.000 fr par mois de prime de transport, puisque cette prime ne lui est pas payée. De même qu'il n'a pas d'indemnité de congés.

Alors, ces messieurs du gouvernement et de l'Afd ont peut-être inventé le « *Thimo* », mais certainement pas l'exploitation capitaliste !

IL FAUT PLUS QUE DES MARCHES PACIFIQUES POUR ASSAINIR LE MILIEU DU TRANSPORT

Le 26 février un affrontement entre bandes rivales de gnambro et syndicalistes du transport pour le control de la gare routière de la Riviera Palmeraie s'est soldé par un tué à l'arme blanche. Le nouveau maire de Cocody, pour protester contre cette nième irruption de violence en pleine journée dans sa commune, a organisé une marche silencieuse le lundi 04 mars. Se sont joint au maire d'autres habitants de la commune qui en ont aussi marre de tout ce désordre continuel.

Cette situation n'est pas propre à Cocody. À Abidjan, le transport public est contrôlé par des mafias. Toutes les gares routières et les points de chargements sont tenus par des bandes qui se font appeler « syndicats » ou « chargeurs ». Tous les véhicules de transport en commun doivent payer un droit à ces bandes chaque jour et à chaque chargement. À Abobo, les commerçants, qui exercent dans les environs de certains endroits tenus par ces bandes, subissent aussi leurs rackets. Les chauffeurs ou autres personnes qui refusent de payer sont soumis à des menaces. Il arrive qu'ils soient gravement blessé ou même tués. Et tout cela au grand dam des autorités.

L E U R S O C I E T E

Ce racket, selon un rapport d'audit du transport datant de l'année dernière, permet à ces bandes mafieuses d'avoir le contrôle sur des dizaines de milliards annuellement. C'est beaucoup de sous qui suscitent bien des ambitions et des convoitises. Souvent pour atténuer les rixes entre bandes rivales, ce sont les autorités municipales, policières ou militaires qui jouent les conciliateurs pour imposer les jours ou les heures de racket pour chaque bande. Mais cette régulation n'empêche pas toujours les affrontements comme c'est le cas souvent quand une bande remet en cause le partage des jours ou quand une nouvelle bande tente d'avoir accès au magot.

Tout cet argent ne reste pas dans la poche des seuls petits voyous. Si cette situation, bien qu'illégale, se fait au grand jour et perdure, c'est que des personnes en haut lieu la couvre et y gagnent aussi.

Les seuls à en souffrir, ce sont les chauffeurs et les usagers du transport, car en dernier essor, ce sont eux qui en payent la facture. Les uns par la violence et les brimades quotidiennes et les autres par le renchérissement du tarif du transport. Et tant que les populations ne trouveront pas des moyens vigoureux pour faire comprendre aux autorités qu'elles risquent gros en couvrant ce racket, aucune mesure ne sera prise pour l'enrayer.

AUGMENTATION DES TARIFS DES TRANSFERTS D'ARGENT PAR MOBILE MONEY : LE NOUVEAU RACKET DU GOUVERNEMENT EN COMPLICITÉ AVEC LES MAISONS DE TÉLÉPHONIE MOBILE !

L'État ivoirien a ajouté une nouvelle taxe de 7% sur les opérations liées aux transferts d'argent par téléphonie mobile. Immédiatement, les entreprises de téléphonie mobile ont répercuté cette taxe sur les tarifs des usagers. Le gouvernement a pondu quelques communiqués pour se dédouaner sans que cela n'influe en rien sur les augmentations de tarifs des opérateurs.

Aujourd'hui le téléphone mobile est devenu un accessoire indispensable. Nombre de personnes qui n'ont accès à aucune banque, ni à la poste utilisent le mobile money pour envoyer et recevoir de l'argent, voire pour épargner quelques économies. Des sommes de plus en plus importantes transitent donc par le téléphone à travers ces opérations de transfert. Et c'est sur cette somme que le gouvernement a décidé de prélever un quota. Et comme ce sont surtout les petits gens qui ont recours à ce type d'opérations, cette nouvelle taxe vient donc grever encore un peu plus les revenus des plus pauvres. Ce n'est que du racket. Mais la rapacité de ces messieurs du gouvernement finira par les emporter. À force de toujours vouloir rogner sur les revenus des pauvres, ils finiront bien par tomber sur leur colère. Elles ne se sont pas bien loin les émeutes liées aux augmentations des factures de l'électricité !

L E U R S O C I E T E

COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE : DE REPORT EN REPORT …

À sa conférence organisée le 01 mars, le directeur général de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) a annoncé que sa structure était prête à démarrer ses activités le 01 juillet prochain. D'après lui, *« les principaux obstacles identifiés au niveau expérimental, ont pu être surmontés ».* Difficile de le croire sur parole quand on sait que cette structure a connu plusieurs reports depuis son lancement. Commencée sous Gbagbo sous le nom d'Assurance Maladie Universelle (AMU), elle est devenue sous la présidence de Ouattara, la Couverture Maladie Universelle (CMU). Que ce soit l'un ou l'autre de ces noms, ce qui caractérise cette assurance maladie universelle est le fait qu'elle est plus un effet de propagande que toute autre chose.

D'abord, les hôpitaux et les centres de santé ne sont pas en nombre suffisant, tout comme le personnel médical. Alors que le lancement est prévu pour juillet, l'Etat parle encore de réhabiliter des centres de santé. Autrement dit il y a des risques que cela soit repoussé une fois de plus.

Ensuite, il y a les populations concernées. Cette assurance est censée prendre en charge toutes les personnes vivantes sur le territoire ivoirien. Chaque membre doit payer 1 000 francs par mois, ce qui revient à débourser une somme de 10 000 francs pour une famille de 10 personnes. Si pour un fonctionnaire ou un travailleur salarié du privé, le prélèvement se fera sur son salaire, il n'en est pas de même pour l'immense majorité de la population qui est dans le secteur informel. A la difficulté de moyens, s'ajoute donc la difficulté de payement.

Depuis cinq ans, c'est à peine, 1,8 millions de personnes soit seulement 5% de la population qui a été enrôlée. On peut donc dire que rien n'a été fait quoique puisse dire le directeur général de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM).

Vu l'inaccessibilité aux soins pour la grande majorité de la population, il est nécessaire qu'il y ait une véritable couverture maladie à la portée de tous. Mais dans ce domaine de la santé comme dans d'autres domaines utiles à la grande majorité de la population il ne faut pas trop compter sur nos dirigeants qui sont plus promptes à vider les poches des plus démunis plutôt qu'à leur rendre un service.

UNE JUSTICE DE CLASSE

Une affaire judiciaire a récemment été relayée dans la presse. Deux personnes ont été condamnées à 10 ans de prison pour vol de cabri à Sikensi. La peine est tellement disproportionnée par rapport au délit que cela frise le scandale judiciaire. Les juges qui ont décidé une telle peine sont à l'image du pouvoir : impitoyable envers les plus démunis et lâches devant les puissants.

L E U R S O C I E T E

Pourtant des scandales de détournements de deniers publics éclatent à tout moment. Et là, ce n'est pas une simple affaire de cabri. Ce sont des vols qui se chiffrent à plusieurs milliards de francs destinés souvent à construire des hôpitaux, écoles, routes et bien d'autres choses nécessaire à la population. Mais c'est rare que les coupables soient inquiétés car il s'agit souvent de hauts dignitaires de l'État. Eux, ils sont au-dessus des lois. C'est cela leur justice de riches.

IL FAUT EXIGER UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS

Dans la nuit du 22 au 23 février, un arbre est tombé sur trois baraques dans un quartier précaire aux II plateaux près du Zoo. L'accident a fait un mort ainsi que des dégâts matériels. Ce fait divers nous touche directement en tant que travailleurs car avec nos bas salaires c'est dans ces bas quartiers que nous sommes contraints d'habiter avec nos familles.

La plupart du temps ce sont des habitations de fortune. Souvent, il n'y a ni eau, ni électricité. Nous sommes soumis à une insécurité grandissante. Il n'y a pas d'égouts si bien que les eaux usées trainent dans les rues en permanence, avec les risques sanitaires que cela comporte. Nous vivons avec la peur au ventre, car à la moindre pluie, c'est dans ces quartiers qu'il y a le plus souvent des inondations et des éboulements de terrain qui font des victimes chaque année. À tout moment, ces quartiers lorsqu'ils sont dans le viseur du gouvernement peuvent être déguerpis et les habitants jetés dehors sans ménagement.

Il est intolérable que les travailleurs qui pourtant produisent toutes les richesses, soient contraints d'être des mal-logés permanents. Or ce ne sont pas les moyens et encore moins les bras valides qui manquent pour construire des logements décents pour eux et leurs familles. Mais pour cela, ce n'est sur le patronat et le gouvernement qu'il faut compter.

PORT-BOUET : LA POPULATION SE RÉVOLTE CONTRE LA VIOLENCE

Le 13 février, le quartier Port-Bouet Abattoir a été secoué par des affrontements entre policiers et populations. Et pour cause, un jeune homme a été tué par la police lors d'une rafle. Il a été tabassé à la matraque jusqu'à ce que mort s'en suive.

Pour les passants et les habitants de ce quartier, cette violence gratuite des corps habillés était intolérable. Ils ont manifesté spontanément pour protester contre ce qui n'est rien d'autre qu'un meurtre. Très vite cette manifestation s'est transformée en affrontement avec les corps habillés : course poursuite, jets de gaz lacrymogène, matraquage tous azimut. Il y a eu plusieurs blessés parmi les manifestants. Ce n'est qu'après plusieurs interventions des autorités de la commune que le calme est revenu.

En tout cas, cette manifestation spontanée a montré que les populations pauvres n'acceptent plus de subir passivement la violence policière.

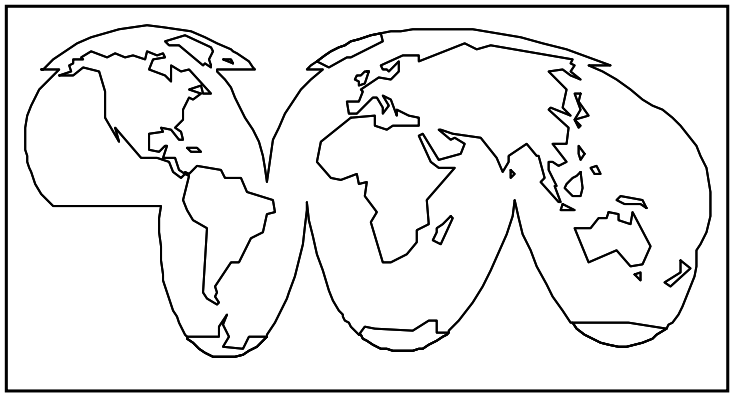
L E U R S O C I E T E

DES MENSONGES SUR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE

Selon le ministre de l'hydraulique, le taux d'accès à l'eau potable serait actuellement de 80 %. Ce qui signifierait que huit habitants sur dix en Côte d'Ivoire, en brousse y compris, auraient aujourd'hui accès à l'eau potable ! Il a même eu le culot d'affirmer que d'ici 2020, ce taux atteindra les 95%. Celui-là ne rougit pas pour mentir !

Que doivent donc comprendre les travailleurs des usines de Koumassi, de Yopougon ou encore ceux du bâtiment ? Eux qui comme de nombreux travailleurs d'Abidjan triment pour des salaires de misères et qui sont obligés d'aller encore chercher l'eau comme au village ! C'est à croire que tous ces travailleurs n'entrent pas dans les statistiques de ce ministre qui ment comme un arracheur de dents !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

SÉNÉGAL : MACKY SALL EST RÉÉLU POUR CINQ ANS MAIS LE SORT DES EXPLOITÉS NE DÉPEND PAS DU RÉSULTAT DES URNES

Selon les résultats officiels du premier tour de l'élection présidentielle, Macky Sall est réélu avec plus de 58% de voix alors que ses deux principaux rivaux, Idrissa Seck et Ousmane Sonko ont obtenu respectivement environ 20% et 15%. Tous deux ont contesté la légitimité de la victoire du candidat sortant et dénoncé des irrégularités dans le déroulement du vote tout en ne demandant pas le recomptage des bulletins de vote.

Ce qui est sûr c'est que Macky Sall a eu l'énorme avantage d'avoir pu bénéficier des moyens de l'Etat pour sa campagne électorale. Il a fait construire des mosquées par-ci, distribué des pagnes et des billets de banque par là. Les caméras de la télévision étaient en permanence braquées sur lui, d'autant plus qu'il avait organisé son agenda de telle sorte que presque chaque jour il avait une inauguration à faire, histoire de montrer que lui est un « président bâtisseur ».

En plus de ces énormes moyens de propagandes comparés à ceux de ses adversaires, Macky Sall a bénéficié de l'alignement du Parti Socialiste en échange de quelques strapontins ministériels, tandis que le PDS (le parti de l'ancien président Wade) a choisi de ne pas présenter son candidat. Dans ces conditions, Macky Sall avait un boulevard devant lui.

Les travailleurs n'auront ni à se réjouir ni à s'attrister de ce résultat car leur sort ne dépend pas de l'élection d'un bon ou d'un mauvais candidat. Aucune élection, fut-elle « transparente » ne peut les sortir de la misère et de l'exploitation dont ils sont victimes dans les usines, les chantiers, les bureaux ou dans les champs. Ils ne peuvent mettre fin à la misère qu'en s'opposant au système capitaliste par la grève et par la mobilisation dans la rue et dans les quartiers. Ceux qui prétendent qu'en votant pour un « bon candidat » on va pouvoir améliorer le sort de la majorité ne sont que des charlatans et des marchands d'illusions.

ALGÉRIE : LA CANDIDATURE QUI A FAIT DÉBORDER LE VASE

En Algérie, les électeurs sont appelés aux urnes le 18 avril prochain pour désigner le nouveau chef de l'État. Cette présidentielle se présentait comme un événement ordinaire. Mais depuis l'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à sa propre succession pour un cinquième mandat, le climat s'est tendu : un mouvement de contestation massif a éclaté dans tout le pays.

Tout a commencé quelques jours avant l'annonce officielle de cette candidature avec la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo d'un rassemblement d'une centaine de jeunes, scandant des slogans hostiles au régime. Le 16 février, des milliers de personnes ont manifesté à Kherrata, dans l'est. Malgré les menaces et intimidations du gouvernement, un nouvel appel à manifester le 22 février a circulé, rencontrant un écho favorable. Des manifestations d'ampleur ont eu lieu dans tout le pays, notamment à Annaba, Sétif, Béjaia, Oran et Ouargla dans le sud du pays. Le 1er mars, à Oran par exemple (deuxième ville du pays), quelque 10.000 personnes ont marché dans la rue pour dissuader Bouteflika de

se porter candidat. Sur les pancartes, on pouvait lire : "*Bouteflika dégage !"* ou "*FLN dégage* !". Le même jour à Alger, des centaines de milliers d'Algériens ont défilé au cri de "*Ni Bouteflika, ni Saïd*" (le frère du président). Les forces de l'ordre ont chargé alors que cette manifestation était pacifique. Il y a eu un mort et de nombreux blessés. Le 3 mars à Paris, 6000 ressortissants algériens ont investi la Place de la République pour faire pression sur le gouvernement algérien afin d'empêcher la candidature du président sortant. Le même jour il y a eu aussi des manifestations à Marseille et à Toulouse.

Après plusieurs jours de manifestation de rue, le pouvoir est sorti de sa réserve. Le directeur de la campagne de Bouteflika a lu une lettre qu'aurait écrite ce dernier dans laquelle il affirme que s'il est réélu, il y aura une nouvelle élection présidentielle anticipée à laquelle il ne sera pas candidat. Est-ce une manœuvre de diversion pour gagner du temps ou une petite concession pour calmer la situation ? En tout cas pour les manifestants -des jeunes pour la plupart- cette annonce n'a fait que jeter de l'huile sur le feu.

À la tête du pays depuis 1999, Bouteflika, 82 ans, est très affaibli physiquement depuis son AVC en 2013. Il se déplace en fauteuil roulant et ne s'est plus adressé directement aux Algériens. Sa candidature, si elle paraît servir les intérêts du régime en place, elle est considérée comme un mépris pour le peuple algérien.

Dans ce pays de 42 millions d'habitants, 45 % de la population est âgée de moins de 25 ans. La majorité n'a connu que le régime actuel. Bien qu'une grande partie de la jeunesse soit de plus en plus éduquée et diplômée, elle se heurte au chômage de masse, à la précarité et aux bas salaires. La candidature de Bouteflika sonne comme l'annonce que cette situation sociale, qui se dégrade et qui n'offre pas d'avenir, va perdurer.

Les classes populaires algériennes paient en effet la crise au prix fort. Avec l'inflation et la dévaluation du dinar, elles sont confrontées à l'effondrement de leur pouvoir d'achat. Le salaire minimum équivalent à 130 euros ne permet pas de vivre : *« Où sont parties les richesses du pays ? Où est l'argent du pétrole ? Pourquoi une telle misère ? ».* Ce sont des questions que les gens se posent.

C'est une profonde colère sociale qui s'exprime ces jours-ci en Algérie et qui va bien au-delà de la question de la reconduction ou non de Bouteflika à la présidence.

Le mot d'ordre contre le cinquième mandat fait aujourd'hui l'unanimité et rallie tous les mécontentements. Mais pour trouver une issue, la colère des classes populaires devra se traduire en objectifs concrets de lutte, contre des classes dirigeantes et un régime qui ne savent que leur faire payer les conséquences de la crise.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.